

Le rôle de l'austérité dans la dissémination du Covid-19

Partage international n° [382](#) - Juin 2020

par Luc Guillory

Alors que le monde entier vit dans la peur de la pandémie du coronavirus, les commentaires sur son origine abondent sur les réseaux sociaux et même dans les médias grand public.

Certains affirment que la technologie 5G pour les téléphones portables est responsable de l'affaiblissement de nos systèmes immunitaires. Ceux qui défendent cette théorie ne manquent pas une occasion de souligner que la ville chinoise de Wuhan, d'où semble provenir le virus, a été la première ville au monde où la technologie 5G a été développée et testée, non loin de l'Institut de virologie situé dans la même ville.

D'autres voient un lien avec le pauvre pangolin, animal chassé et vendu en Chine comme nourriture sur les marchés, comme une sorte de symbole de la revanche de la nature et du règne animal en particulier sur des êtres humains peu scrupuleux.

Nombreuses sont les autres théories et « explications » qui ont circulé avec plus ou moins de discernement. Mais nos gouvernements feront vraisemblablement tout pour soustraire à l'attention et à la conscience du public une chose en particulier, à savoir l'impréparation de nos systèmes de santé.

Ce n'est pas simplement le fait que nos gouvernements ainsi que la communauté scientifique ont tous été totalement pris au dépourvu. Mais le fait est qu'avec les épidémies antérieures comme le SRAS, le H1N1 et d'autres encore, ils auraient dû savoir qu'une telle éventualité pouvait surgir à l'improviste.

Réduire les prestations médicales pour payer la dette

Ce qui frappe l'esprit, c'est que nous avons perdu la capacité d'affronter de telles situations dans nos pays riches aux économies développées. Et la cause précise de cette situation n'a rien à voir avec la science ou la 5G, ni avec le pangolin. Elle prend

racine dans notre politique. A cet égard, l'exemple de la France est éloquent.

En l'an 2000, l'OMS (Organisation mondiale de la Santé) avait classé la France au premier rang mondial pour son système de santé. Depuis lors, les gouvernements successifs ont opéré des coupes régulières dans les budgets de la Santé, afin de se conformer aux GOPE (Grandes Orientations de Politique économique) promulguées par la Commission européenne. Des milliers de lits d'hôpitaux ont ainsi été supprimés.

Des établissements et des maternités ont été fermés au nom de la « bonne gouvernance ». Appelons cela « bonne gouvernance » ou bien « austérité », au choix. Quel que soit le qualificatif retenu, les faits sont là et le résultat est sans équivoque : le système de santé français a été incontestablement réduit au cours des vingt dernières années. A tel point que désormais la France n'apparaît plus parmi les dix premiers pays dans le classement des systèmes de santé européens.

Avant le déclenchement de la crise du Covid-19, le personnel hospitalier avait organisé des manifestations et des grèves afin d'alerter sur leur situation désespérée, en particulier le manque de personnel et d'équipements. Ils avaient prévenu le gouvernement de leur épuisement et du risque d'effondrement du système.

Lorsqu'il a été élu président de la République, Emmanuel Macron, un « libéral » convaincu, avait prévu un programme destiné à économiser 15 milliards d'euros sur l'assurance maladie. Ce qui allait inévitablement se traduire par de nouvelles coupes budgétaires dans le système de santé.

Selon l'économiste français Thomas Porcher¹, membre des *Economistes atterrés* (association d'économistes visant à « résister à l'orthodoxie néolibérale »), ce sont près de 20 000 lits d'hôpitaux qui ont été supprimés au cours de la décennie écoulée. T. Porcher affirme par ailleurs que l'Italie a « économisé » 20 milliards d'euros de « dépenses sociales » et a retiré de la circulation 70 000 lits en dix ans.

Au Royaume-Uni, les gouvernements conservateurs

successifs ont mis en œuvre une politique « d'austérité » de coupes dans les budgets des aides sociales et de la Santé. Les GOPE donnent implicitement priorité au remboursement de la dette nationale aux dépens de la protection sociale.

En taillant dans ses dépenses de santé, l'Italie a clairement préservé sa capacité à emprunter de l'argent sur les marchés financiers. Ce n'est pas un hasard si l'Italie, l'Espagne et la France sont trois des quatre pays européens (avec le Royaume-Uni) les plus touchés par le coronavirus.

Ces économies développées doivent répondre aux exigences de la monnaie unique, l'euro. Mais cette monnaie est trop forte pour ces pays. Leur manque de « compétitivité » les a propulsés dans une spirale « d'ajustements » structurels et financiers, assez semblables aux célèbres (tristement célèbres !) « *Politiques d'ajustements structurels* » que le FMI (Fonds monétaire international) et la Banque mondiale ont autoritairement infligées aux pays en voie de développement dans les années 1970 et 1980.

Sous la pression des marchés financiers et d'une Union européenne instrumentalisée, ces nations ont été contraintes de comprimer les capacités de leurs systèmes de santé. Il est de notoriété que le choix a été de donner priorité aux grandes entreprises et au 1 % les plus riches au cours de la décennie écoulée. Cette tendance s'est traduite, de manière très efficace, par des décisions politiques.

Pour reprendre l'exemple de la France, le CICE (Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi) conçu pour accroître la flexibilité du marché du travail et la compétitivité des entreprises françaises, a privé le pays de 60 milliards d'euros de ressources budgétaires. Le bénéfice obtenu de cette mesure a été la création ou le simple maintien d'environ 100 000 emplois sur le territoire français.

Parallèlement, les cadeaux fiscaux faits au 1 % les plus riches de la population qui possèdent 25 % du pays en actifs immobiliers et financiers, à travers des mesures comme la suppression de l'impôt sur la fortune, sont estimés quelques quatre milliards d'euros. Une telle somme aurait pu être utilisée pour créer jusqu'à 100 000 emplois publics, dans le secteur de la santé par exemple, au bénéfice de la grande majorité de la population.

La justification idéologique de telles mesures fut qu'elles allaient encourager le segment le plus « dynamique » de la population à injecter du capital dans l'économie. On s'est pris à rêver à la création

d'un million d'emplois juste « *au coin de la rue* », même si la réalité s'est avérée bien éloignée de cette magnifique promesse. On touche là le célèbre « effet de ruissellement », un concept théorique développé par l'économiste américain Milton Friedman et l'École de Chicago. On y recourt fréquemment pour expliquer les décisions politiques qui sont favorables aux personnes et aux groupes les plus riches et les plus puissants.

Mais il est notoire que l'argent est pour l'essentiel injecté dans les marchés financiers et non dans l'économie réelle. La mondialisation, la « financiarisation » et l'austérité des dépenses publiques se sont conjuguées pour satisfaire la cupidité des plus riches et des plus puissants, au détriment de 80 ou 90 % de la population. C'est pour cette raison que les personnels médicaux se retrouvent démunis de masques, de gants, de respirateurs, de tests et autres équipements ou moyens de protection qui leur sont essentiels pour faire face au coronavirus sans mettre leur vie en danger jour après jour.

Curieusement, nos dirigeants politiques en panique ont annoncé des injections massives d'argent frais dans le système économique, se détournant des sacro-saints ratios budgétaires et des principes du libéralisme économique qui ont pourtant été au cœur de la propagande disséminée par la cohorte des médias pendant des décennies.

Le président américain Donald Trump a annoncé un programme historique de soutien financier à hauteur de 2 200 milliards de dollars (soit plus de 10 % du PIB - Produit intérieur brut américain), sous forme de prêts et de subventions.

Dans l'Union européenne, des injections massives de fonds publics ont été réalisées en ayant recours à de nouveaux emprunts auprès des marchés financiers. Ce surcroît de dette va détériorer les ratios d'endettement nationaux (la France a annoncé que la dette publique atteindrait probablement 100 % de son PIB), balayant au passage le mythe du déficit public annuel vertueux qui ne doit pas excéder 3 % du PIB selon les normes de « bonne gouvernance ».

Il semble que pour nos dirigeants politiques, l'heure soit à confronter leurs repères idéologiques à la réalité sociale de leur nation et à réviser les priorités du moment. S'ils ne le font pas, les populations le feront pour eux lorsque la crise sera passée.

1 - [YouTube.com/watch?v=GYFJ8UvpwYM](https://www.youtube.com/watch?v=GYFJ8UvpwYM), Thomas Porcher, auteur de *Les délaissés*, Fayard.

Auteur : Luc Guillory, collaborateur de Share International demeurant à Dijon (France).

Thématiques : [politique](#), [Économie](#)
Rubrique : [De nos correspondants](#) ()